Loïc PEYEN

Né le 28 novembre 1989 à Saint-Pierre (La Réunion, France)
Marié, deux enfants

MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN DROIT PUBLIC
Université Toulouse Capitole
Membre de l'Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Environnement (EA 1919)
Membre associé du Centre de Recherche Juridique (EA 14)

Université Toulouse Capitole,
2 rue du Doyen Gabriel Marty, 31000 Toulouse
Manufacture des tabacs, Bureau MS 114

loic.peyen@ut-capitole.fr

I.- FONCTIONS

2018 – … **Maître de conférences en droit public**, Univ. Toulouse Capitole
2017 – 2018 **Chargé d'enseignement vacataire**, Univ. La Réunion
2015 – 2017 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche**, Univ. La Réunion
2012 – 2015 **Chargé d'enseignement vacataire**, Univ. La Réunion

II.- FORMATION

2018 **Qualification aux fonctions de maître de conférences**, CNU, Section 02 (Droit public)

2017 **Doctorat en Droit public**, Univ. La Réunion
Thèse : « Droit et biopiraterie. Contribution à l'étude du partage des ressources naturelles »
Soutenance le 30 mai 2017 à l'Université Toulouse 1 Capitole
Jury : Pr. É. NAIM-GESBERT, Univ. Toulouse 1 Capitole (dir.) ; Pr. P. STEICHEN, Univ. Côte d'Azur (prés.) ; Pr. Ph. BILLET, Univ. Lyon 3 (rapp.) ; Pr. J. SOHNLE, Univ. Lorraine (rapp.) ; Pr. J.-M. SOREL, Univ. Paris 1
Mention : Proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état.
Publication : LGDJ, Coll. « Bibliothèque de droit de l'urbanisme et de l'environnement », t. 14, 2018.
Signalements : *RJE*, n° 1, 2018, p. 207 ; *AFDI*, vol. 64, 2018, p. 839.

2012 **Master 2 Droit Public – Territoires, Risques et Action Publique**, Univ. La Réunion
Mention Bien – Major de promotion.
Mémoire : « Biopiraterie et droit » – Dir. : Pr. É. NAIM-GESBERT
Prix spécial du Concours des mémoires de la Revue Juridique de l'Océan Indien.

2011 **Master 1 Droit Public – Territoires, Risques et Action Publique**, Univ. La Réunion
Mention Bien – Vice Major de promotion.

2010 **Diplôme universitaire du Collège de droit, 3e année**, Univ. La Réunion
Mention Assez bien.

2010 **Licence en Droit**, Univ. La Réunion

2007 **Baccalauréat Scientifique Option Sciences de la Vie et de la Terre**, Lycée Pierre Poivre
Mention Bien.

III.- ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Charte constitutionnelle de l'environnement : M2 Droit de l'environnement, CM, 2023-2024

Contentieux administratif : M1 Droit privé, CM, 2020-2024

Contentieux administratifs spéciaux : M1 Droit public, TD, 2015-2016

Droit administratif général : IEJ – Préparation CRFPA, CM, 2018-2020 ; L2 Droit, TD, 2014-2017 ; L2 AES, TD, 2015-2017

Droit constitutionnel : L1 Droit, TD, 2012-2014

Droit de l'environnement : M1 Droit des affaires-Juriste d'entreprise, CM, 2021-2024 ; M2 Droit de l'immobilier, CM, 2022-2024 ; M2 Droit du patrimoine, CM, 2023-2024 ; M1 Droit public, Conf. méth., 2020-2024

Droit de l'urbanisme : M1 Droit public, Conf. méth., 2017-2021

Droit des collectivités territoriales : M1 Droit public, Conf. méth., 2018-2020

Droit des ressources naturelles : M2 Droit de l'environnement, CM, 2019-2024

Droit international et européen de l'environnement : M1 Droit public, Conf. méth., 2020-2024

Droit public des affaires/Droit public économique : L3 Droit, CM, 2021-2024 ; L3 AES, CM, 2021-2024 ; L3 Droit, TD, 2016-2017

Droit public des biens : L3 Droit, TD, 2015-2018

Logique et méthodes juridiques : L1 Droit, TD, 2013-2014

Méthodologie : M2 Droit de l'environnement, CM, 2017-2018

Organisation administrative : IEJ – Préparation Greffes, CM, 2023-2024

Politique européenne de l'environnement : DE Droit de l'Union européenne, CM, 2021-2024

***Sustainable management and evaluation of ecosystems* :** *M2 Economics and Ecology*, CM, 2021-2023

IV.- ACTIVITÉS DE RECHERCHE

A.- ORGANISATION

29/03/24 Colloque « Les incitations à la protection de l'environnement », Univ. Toulouse Capitole [avec M. LAROUER]

19/11/21 Colloque « Les objectifs du droit de l'urbanisme », Univ. Toulouse 1 Capitole [avec C. GUEYDAN]

28/01/16 Journée d'études « L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ? », Univ. La Réunion [avec O. DUPÉRÉ]

12/12/13 Journée d'études « Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires », Univ. La Réunion [avec É. NAIM-GESBERT et R. RADIGUET]

B.- COMMUNICATIONS

27/06/24 « Droit « commun » et droit(s) ultramarin(s) de l'environnement », Webinaire « Droit de l'environnement et droit à l'environnement en outre-mer », Association des Juristes en Droit des Outre-Mer [intervention en ligne]

31/05/24 Participation à la table-ronde « Capture accidentelle de dauphins », Colloque annuel de l'Association Politiques et Management Publics, « L'action publique face aux problèmes pernicieux : quels dispositifs stratégiques concevoir ? », La Rochelle [intervention en ligne]

22/05/24 « La Charte constitutionnelle de l'environnement en France, une panacée ? », Colloque « Environnement, entre conservation et aménagement », Centre Francophone de sciences humaines et sociales, Vilnius (Lituanie)

29/03/24 « Consolider le droit de l'environnement », Colloque « Les incitations à la protection de l'environnement », Univ. Toulouse Capitole

28/03/24 Participation à la table-ronde n° 3 « Quelle perspective pour élargir l'accès à la nature et que cela soit acceptable ? », Colloque « Accès à la nature : état des lieux et perspectives », Assemblée nationale

02/02/24 « Biodiversité et propriété intellectuelle », Colloque « Innovations et environnement. Les défis lancés aux juristes », Univ. Nîmes

01/12/23 « L'obligation de remise en état des sites », Colloque « Quelle(s) évolution(s) pour l'urbanisme commercial depuis la loi Royer ? », Univ. Bordeaux

23/11/23 « Existe-t-il un droit à un environnement sûr ? », Colloque « L'insécurité environnementale », Univ. Toulouse Capitole

25/10/23 « L'exploitation industrielle des ressources halieutiques et son impact sur la pêche traditionnelle », Colloque « Communautés locales, océan et territoires », INU Champollion-Institut Supérieur de Management de Dakar (Sénégal)

12/10/23 « La performance énergétique des bâtiments publics », Colloque « Gestion du patrimoine immobilier public et transition écologique », INU Champollion

12/07/23 « The protection of air quality in France », Erasmus+ Blended Intensive Program « Environmental law and policy. Origins and domestic, comparative and European principles » (5-14 juillet 2023), Univ. of Naples Federico II (Italie)

12/06/23 « L'accès à la justice au travers du prisme de la biopiraterie », Colloque « Regards croisés sur le droit d'accès des peuples et communautés autochtones à la justice environnementale », Univ. Lyon 3 – Jean Moulin

01/06/23 « Le rôle des acteurs privés : l'implication des entreprises dans la protection de l'environnement », Colloque « Les sources internationales, européennes et nationales face aux défis environnementaux », Univ. Toulouse Capitole

10/05/23 « Cohérence dans l'action environnementale », Colloque « Cohérence et ordres juridiques », Univ. Poitiers

12/04/23 « L'incidence du droit des brevets sur la biodiversité », Conférence « Urgences écologiques : quel rôle pour la propriété industrielle ? », Univ. Strasbourg

12/01/23 Participation à la table-ronde « Politiques publiques, économie circulaire, recyclage… Comment changer la donne ? », Colloque « Biodiversité et pollutions plastiques. Des impacts aux solutions », Observatoire océanologique de Banyuls

16/12/22 « Le droit de préemption des fonds de commerce artisanaux, des baux commerciaux et des terrains assiette d'un projet d'aménagement commercial », Colloque « La Relance Économique par le Droit de l'Urbanisme après la Crise de la Covid-19 », Univ. Toulouse Capitole

25/11/22 « La restauration des milieux aquatiques », Colloque « Eau(x) au sein de l'Union européenne. Eau(x) et Outre-mer », Univ. Bordeaux

21/10/22 « L'organisation des usages dans les espaces protégés par le droit de l'environnement », Colloque « La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit », Univ. Bretagne Occidentale

16/09/22 « Enjeux climatiques et transports durables », Colloque « Changements climatiques, dérèglements juridiques ? », Univ. La Réunion

28/06/22 « L'introduction de nouvelles entités artificielles dans l'environnement (la pollution) », Colloque « Le droit français aux prises avec les limites planétaires », Univ. Lille

28/04/22 « L'exploitation des ressources de la Zone internationale des fonds marins », Colloque « Commerce transnational et industries extractives : entre singularité et pérennité d'un modèle », Univ. Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

14/04/22 « L'appréhension juridique du plastique », Colloque « Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire : quelle(s) gestion(s) des déchets sur le territoire de La Réunion ? », Univ. La Réunion

10/12/21 « Les îles dans les politiques publiques environnementales européennes », Journée d'études « Les territoires insulaires et l'Union européenne : quelles options pour une meilleure intégration ? », Univ. Bordeaux

08/12/21 « Droit des risques naturels et protection de l'environnement : entrelacs et entrechocs », Colloque « La résilience des territoires exposés aux risques naturels », Univ. Clermont Auvergne [intervention en ligne]

19/11/21 « La divergence des objectifs », Colloque « Les objectifs du droit de l'urbanisme », Univ. Toulouse 1 Capitole

28/10/21 « Les patrimoines communs et le droit de l'environnement », Colloque annuel de la SFDE, « Le(s) commun(s) en droit de l'environnement : droit des *communs*, droit *commun* et droit *hors du commun* », Univ. Bordeaux

18/06/21 « L'action européenne en faveur de l'économie circulaire », Colloque « Les politiques publiques internes de l'Union européenne à l'épreuve de la législature 2019-2024. Unis dans l'adversité : une Europe qui protège ? », Univ. Toulouse 1 Capitole

05/05/21 « Y a-t-il une identité environnementale de l'Union ? », Colloque « L'Union européenne et ses États membres, entre identité et souveraineté », Univ. Toulouse 1 Capitole

10/12/20 « Pour la reconnaissance d'un droit d'accès à la Nature », Colloque « Journée internationale des droits de l'homme », Chaire d'excellence Normandie pour la paix [en ligne]

12/12/19 « L'approche régionale, exemple de l'océan Indien », Colloque « Le transport maritime et la protection de la biodiversité », Univ. Bretagne Occidentale

28,29/11/19 « Petite histoire de la biopiraterie : de la colonisation à demain » ; « La contractualisation : peu de bien et pas mal de maux ? » ; Participation à la table-ronde « La biodiversité, un bien commun », Colloque « Titiller le Protocole de Nagoya », Museum d'Histoire naturelle de Toulouse

14/10/19 « Rights of Nature in the Pacific region : considerations from the New Caledonian Case », Colloque « Rights of Nature : Opening the Academic Debate in the European Legal Context », Univ. Toulouse 1 Capitole

20/02/19 Participation à la conférence relative à « La Fabrique de l'Affaire du siècle », Univ. Toulouse 1 Capitole

24/01/19 Présidence de la table-ronde « La révolution sans frontières des déchets », Colloque « (R-) Évolution du droit des déchets », Univ. Toulouse 1 Capitole

27/11/18 « La traçabilité des ressources », Colloque « Ressources biologiques : recherche-développement, sécurité juridique et partages d'expériences », Univ. Polynésie française

20/04/18 Participation à la table-ronde « Vulnérabilité, risques naturels, aménagement du territoire et politique de la ville », Colloque « Vulnérabilité et droits fondamentaux », Univ. La Réunion

20/02/18 Participation à la table-ronde « La biopiraterie et la protection de la biodiversité », Colloque « Droit privé de l'environnement », Univ. La Réunion

23/10/17 « Le devoir de protection de l'environnement : tous artisans de la paix ? », Colloque « Artisans de la paix et passeurs », Univ. La Réunion

14/11/16 « La démocratie locale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Colloque « L'adaptation aux changements climatiques « de bas en haut » : Quelles traductions juridiques à La Réunion ? », Univ. La Réunion

28/01/16 « Propos introductifs. Intégration et droit de l'environnement », Journée d'études « L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ? », Univ. La Réunion

21/05/15 « Droit et naturalité : *hakuna matata* ! », Journée d'études « Droit et dessins animés », Univ. La Réunion

31/10/14 « Réflexions sur la technique de tarification progressive du service public de l'eau potable », Colloque « Droit, Économie et Gestion de l'Eau dans la Zone Océan Indien », Univ. La Réunion

25/08/14 « Domanialité et gestion des sentiers de randonnée », Journée d'études « Le droit de la diagonale des fous. Grand Raid et Droit », Univ. La Réunion

12/12/13 « La crise requin et le droit », Journée d'études « Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires », Univ. La Réunion

C.- PUBLICATIONS

1.- OUVRAGE INDIVIDUEL

1. L. PEYEN, *Droit et biopiraterie. Contribution à l'étude du partage des ressources naturelles*, LGDJ, Coll. « Bibliothèque de droit de l'urbanisme et de l'environnement », t. 14, 2018.

2.- OUVRAGES COLLECTIFS

2. O. DUPÉRÉ et L. PEYEN (dir.), *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, PUAM, Collection « Droit[s] de l'environnement », 2017.

3. É. NAIM-GESBERT, L. PEYEN et R. RADIGUET (dir.), *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, PUAM, Collection « Droit d'Outre-mer », 2015.

3.- DIRECTION DE DOSSIERS

4. Direction du dossier « Les incitations à la protection de l'environnement », *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 7, juil. 2024 ; et introduction au dossier [avec M. LAROUER], p. 21-22, et contribution sur « Le recours aux incitations pour protéger l'environnement », p. 23-28.

5. Direction du dossier « 30 ans de la loi du 3 janvier 1992 », *RJE*, n° 1, 2023 ; et contribution sur « La gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans les départements et régions d'outre-mer », p. 45-54.

6. Direction du dossier « 45 ans après 1976 », *RJE*, n° 4, 2021 ; et contribution sur « 45 ans après 1976 : l'environnement, une préoccupation d'intérêt général parmi d'autres… », p. 683-686.

7. Direction du dossier « Le parc national a soixante ans ! », *RJE*, n° 4, 2020 ; et contribution sur « L'hypothèse de la disparition d'un parc national », p. 681-685.

8. Direction du dossier « La loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, cent ans après », *RJE*, n° 3, 2019 ; et présentation du dossier, p. 227-228.

9. Direction du dossier « La responsabilité de l'État du fait de l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature », *RJE*, n° 2, 2018 ; et présentation du dossier, p. 227-228, et contribution sur « L'arrêt *Association pour le développement de l'aquaculture en région Centre et a.*, quinze ans après », p. 229-241 [avec É. NAIM-GESBERT].

4.- ARTICLES AU SEIN DE REVUES

10. « La propriété intellectuelle en matière de biodiversité, contre l'intérêt général ? », *JCP E*, 2024, à paraître.

11. « Le contentieux administratif, variable d'ajustement des politiques publiques environnementales ? À propos du décret n° 2024-423 du 10 mai 2024 », *JCP A*, n° 27, 8 juil. 2024, p. 38-40.

12. « La remise en état des sites commerciaux : droit des friches ou droit en friche ? », *Dr. et ville*, n° 97, 2024, p. 137-149.

13. « Propositions iconoclastes pour la reconnaissance d'un droit de se promener », *Recueil Dalloz*, n° 20, 30 mai 2024, p. 976-979.

14. « Pour une rationalisation du régime de la spécialité législative outre-mer », *AJDA*, n° 8, 2024, p. 419-427.

15. « Loi « Industrie verte » : le vert est dans le nom… », *JCP A*, n° 4, 29 janv. 2024, 2024, p. 14-19.

16. « Les savoirs traditionnels associés aux ressources génétiques : une protection qui file entre les droits », *Cahiers de la propriété intellectuelle*, vol. 35, n° 3, 2023, p. 503-525.

17. « Les ressources génétiques marines hors juridiction, enfin patrimoine commun de l'humanité ? », *Journal du droit international « Clunet »*, oct.-nov.-déc. 2023, p. 1225-1245.

18. « Reconstruire facilement et rapidement après les violences urbaines : une « urgence républicaine » », *JCP A*, n° 42, 23 oct. 2023, 2320, p. 30-32.

19. « Urbanisme et construction dans la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables : une stratégie foncière calquée au sol, ou claquée au sol ? », *JCP A*, n° 16, 24 avr. 2023, 2131, p. 18-26.

20. « Les patrimoines communs en droit de l'environnement », *RJE*, n° s., 2022, p. 279-287.

21. « La divergence des objectifs du droit de l'urbanisme », *Dr. et ville*, n° 93, 2022, p. 75-90.

22. « Les îles dans la politique environnementale européenne : semblables, mais différentes », *Revue de l'Union européenne*, n° 660, juil.-août 2022, p. 422-427.

23. « *Greenwashing* et allégations de neutralité carbone dans les décrets du 13 avril 2022. Après le pas en arrière, deux pas en avant ? », *JCP A*, n° 21, 30 mai 2022, 2169, p. 29-32.

24. « Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire dans l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n° 655, févr. 2022, p. 97-100.

25. « La dimension culturelle des droits de la nature. Réflexions à partir de la région Pacifique », *Dr. env.*, n° 307, janv. 2022, p. 21-27.

26. « Loi « Climat et résilience » : les énergies renouvelables dans le vent », *DUA*, n° 50, janv. 2022, p. 37-43.

27. « La publicité, l'argument environnemental et la loi Climat et Résilience : halte au *greenwashing ?* », *JCP A*, n° 38-39, 20 sept. 2021, 2277, p. 24-28.

28. « Errance animale et co-errance du droit », *Journal du Droit Administratif,* 2021, art. 370 [en ligne : http://www.journal-du-droit-administratif.fr/errance-animale-et-co-errance-du-droit/].

29. « Y a-t-il une identité environnementale de l'Union européenne ? », *Revue générale du droit* on line, 2021, n° 57822 [en ligne : www.revuegeneraledudroit.eu/?p=57822].

30. « L'accès à la nature en temps de crise sanitaire : l'émergence d'un droit », *Dr. et ville*, n° 91, 2021, p. 211-224.

31. « Le conséquentialisme environnemental », *Dr. env.*, n° 297, févr. 2021, p. 58-63.

32. « Zone agricole et protection de l'environnement : laquelle emporte le PLU ? », *Dr. et ville*, n° 89, 2020, p. 53-71.

33. « La biopiraterie a-t-elle encore un avenir en France ? À propos du dispositif résultant de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », *Revue générale du droit* on line, 2019, n° 49545 [en ligne : www.revuegeneraledudroit.eu/?p=49545].

34. « « Abattez, vous êtes filmés. » À propos du décret n° 2019-379 du 26 avril 2019 relatif à l'expérimentation de dispositif de contrôle par vidéo en abattoir », *Dr. rur.*, n° 476, oct. 2019, comm. 108, p. 48-49.

35. « Des risques et des hommes : droits et vulnérabilité(s) en matière de gestion des risques naturels », *RDLF*, 2019, chron. n° 18 [en ligne : http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/dossier/vulnerabilite-et-mobilite-des-personnes/].

36. « La pollution plastique », *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 11, nov. 2018, p. 10-15.

37. « La question démographique, l'environnement et le droit : regards sur un tabou », *Dr. env.*, n° 270, sept. 2018, p. 294-300.

38. « Pour une véritable éthique financière : le renforcement de la Cour de discipline budgétaire et financière », *Gestion et fin. pub*., n° 6, nov.-déc. 2017, p. 25-34.

39. « Les moyens de preuve de la nécessité des mesures prises par l'autorité de police durant l'état d'urgence : la fin ne justifie pas les moyens », *Journal du Droit Administratif,* 2016, art. 34 [en ligne : http://www.journal-du-droit-administratif.fr/?p=231].

40. « Le risque requin, le droit et la société : scolies sur l'encadrement d'un risque naturel », *Dr. adm.*, n° 1, janv. 2016, p. 17-20.

41. « La protection des populations autochtones et de leurs savoirs par les bases de données : mythe ou réalité ? », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 38, 2015, p. 55-71.

42. « Ville et environnement », *RJE*, n° s., 2015, p. 117-130.

43. « Par-delà le kaléidoscope juridique : la pratique de la randonnée entre voies et itinéraires », *RJOI*, n° 20, 2015, p. 43-55.

44. « Le droit des espèces exotiques envahissantes ou la difficile protection de l'équilibre écologique », *Dr. env.*, n° 229, déc. 2014, p. 433-441.

45. « Propriété et nature. Essai sur la Biopiraterie », *RJOI*, n° 19, 2014, p. 19-53.

46. « De l'esprit des lois à l'esprit des lieux : la Charte du Parc National de La Réunion, un véritable projet pour le milieu », *Dr. env.*, n° 221, mars 2014, p. 114-117.

4.- CHAPITRES D'OUVRAGES

47. « L'effectivité limitée de l'accès à la justice des communautés autochtones et locales en matière de biopiraterie », *in Rapport final de l'étude sur le droit d'accès des peuples et communautés autochtones à la justice environnementale*, V. CHIU (dir.), 2024, à paraître.

48. « La cohérence de l'action environnementale de l'Union européenne : verre à moitié plein ou verre à moitié vide ? », *in Cohérence et ordres juridiques*, F. HERVOUËT et F. RASSU (dir.), Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2024, à paraître.

49. « La protection des paysages d'outre-mer : le droit au service de la carte postale ? », *in La protection juridique du paysage*, C. BORIES, P.-A. COLLOT et É. NAIM-GESBERT (dir.), mare & martin, 2024, à paraître.

50. « La Zone internationale des fonds marins et ses ressources : l'exploitation du patrimoine commun de l'humanité », *in Commerce transnational et industries extractives*, B. LOPEZ (dir.), IFJD, 2024, à paraître.

51. « L'appréhension des usages dans les aires marines protégées », *in La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit*, N. BOILLET et G. GUEGUEN-HALLOUËT (dir.), Pedone, 2024, p. 149-162.

52. « L'introduction de nouvelles entités artificielles dans l'environnement. Une limite invisible, mais bien présente », *in Le droit français aux prises avec les limites planétaires*, M. DREYFUS (dir.), mare & martin, 2024, p. 247-261.

53. « Changement climatique et (in)sécurité alimentaire dans l'Union européenne », *in Les vingt ans du règlement sur la législation et la sécurité alimentaire dans l'Union européenne. Bilan et perspectives*, N. DE GROVE-VALDEYRON et M. FRIANT-PERROT (dir.), Bruylant, 2023, p. 157-168.

54. « Transport et climat : le train des réformes roule-t-il sur les bons rails ? », *in Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, C. POMART et O. DUPÉRÉ (dir.), IFJD, 2023, p. 197-211.

55. « Droit des risques naturels et protection de l'environnement : entrelacs et entrechocs », *in La résilience des territoires exposés aux risques naturels. Le droit à l'épreuve des risques*, F. CAFARELLI (dir.), mare & martin, 2023, p. 199-206.

56. Entrées « Outre-mer » et « Ressource naturelle », *in Dictionnaire juridique du changement climatique*, M. TORRE-SCHAUB, A. JÉZÉQUEL, B. LORMETEAU et A. MICHELOT (dir.), mare & martin, 2022, p. 389-390 et p. 487-488.

57. « La protection de la mer Méditerranée : l'approche régionale et le défi de l'effectivité », *in La mer Méditerranée. Changement climatique et ressources durables*, M.-L. DEMEESTER et V. MERCIER (dir.), PUAM, 2022, p. 71-84.

58. « Le droit des sites outre-mer : droit des sites ultramarins ou droit(s) ultramarin(s) des sites ? », *in La protection des sites et monuments naturels : retour sur la loi du 2 mai 1930*, J.-M. FÉVRIER, É. NAIM-GESBERT et R. RADIGUET (dir.), mare & martin, 2022, p. 35-42.

59. Entrées « Biopiraterie », « Cyclones », « Requins » et « Terres australes et antarctiques françaises », *in Dictionnaire juridique des outre-mer*, G. GIRAUDEAU et M. MAISONNEUVE (dir.), LexisNexis, 2021, p. 60-64, 134-136, 466-470 et 520-522.

60. « La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire : loi contre le plastique ou loi en carton ? », *in Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire. Regards sur la loi du 10 février 2020*, M. BOUL et R. RADIGUET (dir.), IFJD, 2021, p. 75-89.

61. « Transport maritime et protection de la biodiversité dans l'océan Indien : un pour tous, tous pour un ? », *in Le transport maritime et la protection de la biodiversité*, N. BOILLET et B. QUEFFELEC (dir.), Pedone, 2021, p. 81-96.

62. « La biopiraterie, le droit et les valeurs. À propos des fondements idéologiques du partage des ressources », *in La nature en partage. Autour du protocole de Nagoya*, C. AUBERTIN et A. NIVART (dir.), IRD-MNHN, 2021, p. 101-123 ; également paru en version anglaise : « Biopiracy, the law and values. On the ideological basis for resource sharing », *in Nature in Common. Beyond the Nagoya Protocol*, C. AUBERTIN et A. NIVART (dir.), IRD-MNHN, 2021, p. 97-118.

63. « Les collectivités territoriales d'outre-mer et l'élaboration des normes environnementales », *in Les collectivités territoriales et la protection de l'environnement*, L. JANICOT (dir.), Berger-Levrault, 2021, p. 17-32.

64. « L'Union européenne et la protection des communautés autochtones : le bilan en demi-teinte du règlement (UE) n° 511/2014 relatif au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation », *in Peuples autochtones et intégrations régionales. Pour une durabilité repensée des ressources naturelles et de la biodiversité ?*, N. HERVÉ-FOURNEREAU et S. THÉRIAULT (dir.), PUR, 2020, p. 281-303.

65. « La traçabilité des ressources », *in La biodiversité partagée*, E. GINDRE et A. DE RAULIN (dir.), L'Harmattan, 2020, p. 111-122.

66. « Des droits et devoirs du promeneur en forêt, ou quand le chant des si règne… », *in L'Arbre, l'Homme & le(s) droit(s)*, M. TOUZEIL-DIVINA (dir.), L'Épitoge, 2019, p. 291-300.

67. « Transports et outre-mer : durabilité et dures réalités », *in Transports et développement durable*, É. NAIM-GESBERT et S. MOUTON (dir.), PUAM, 2018, p. 175-186.

68. « Le devoir de protection de l'environnement : tous artisans de la paix ? », *in Artisans de la paix et passeurs*, S. GEOFFROY (dir.), Michel Houdiard, 2018, p. 115-137.

69. « L'exploitation des ressources génétiques marines au-delà des juridictions : vers un nouvel horizon ? », *in Wealth and miseries of the oceans : Conservation, Ressources and Borders – Richesses et misères des océans : Conservation, Ressources et frontières*, P. CHAUMETTE (dir.), Bilbao, Gomylex, 2018, p. 117-136.

70. « Considérations générales sur l'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit », *in L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, O. DUPÉRÉ et L. PEYEN (dir.), PUAM, 2017, p. 13-24.

71. « La démocratie locale en matière d'adaptation au changement climatique », *in Rapport final du projet OMERAD – L'adaptation au changement climatique outre-mer : approche intégrée du territoire à La Réunion*, A.-S. TABAU (dir.), Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, 2017 ; également paru *in Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, A.-S. TABAU (dir.), Confluence des droits, DICE, 2018, p. 63-76.

72. « Le service de distribution de l'eau potable et la tarification progressive sociale : une approche systémique », *in Droit, Économie et Gestion de l'Eau dans la zone océan Indien et au-delà… Regards croisés*, D. LEPELLEY et M. PAUL (dir.), Oeconomia, 2016, p. 391-412.

73. « Le « risque requin » et le droit », *in Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, É. NAIM-GESBERT, L. PEYEN et R. RADIGUET (dir.), PUAM, 2015, p. 119-134.

74. « Droit de l'environnement et développement économique », *in Les Chroniques de l'OMIJ,* n° 6, *L'environnement au secours du développement économique et social*, C. KROLIK et S. NADAUD (dir.), PULIM, 2015, p. 29-43.

75. « Essai d'une approche épistémologique du seuil en droit de l'environnement », *in Révolution scientifique, révolution juridique : vers une fondamentalisation du droit de l'environnement ?*, P. MILON et D. SAMSON (dir.), PUAM, 2014, p. 133-152.

5.- NOTES DE JURISPRUDENCE

76. « Les droits de la nature réduits à une simple question de droit civil », note sous Conseil d'État, 31 mai 2024, avis, *Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie*, n° 492621, *JCP A*, à paraître.

77. « Les générations futures et le droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé : bénéficiaires, mais pas titulaires », note sous Cons. constit., 27 oct. 2023, *Assoc. Meuse nature environnement et a.*, n° 2023-1066 QPC, *JCP A*, n° 1, 8 janv. 2024, 2004, p. 37-40.

78. « Pollution par les produits phytopharmaceutiques : l'État doit prendre le sol au sérieux », note sous TA Paris, 29 juin 2023, *Assoc. Notre affaire à tous et a.*, n° 2200534/4-1, *JCP A*, n° 49, 11 déc. 2023, 2374, p. 30-34.

79. « Capture des cétacés dans le golfe de Gascogne : c'est assez ! », note sous CE, 20 mars 2023, *Assoc. FNE et a.*, n° 449788, *AJDA*, n° 24, 2023, p. 1296-1300.

80. « Validée, la clause-filet passe entre les mailles », note sous CE, 20 janv. 2023, *Assoc. FNE et a.*, n° 464129, *JCP A*, n° 25, 26 juin 2023, 2207, p. 24-26.

81. « Néonicotinoïdes : le juge européen au secours des abeilles », note sous CJUE, 19 janv. 2023, *Pesticide Action Network Europe ASBL et a.*, aff. C-162/21, *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 3, mars 2023, p. 33-35.

82. « Emballage plastique des fruits et légumes : le Conseil d'État remballe », note sous CE, 9 déc. 2022, *Synd. Alliance Plasturgie et Composites du futur (Plastalliance) et a.*, n° 458440, *JCP A*, n° 8, 27 févr. 2023, 2077, p. 35-37.

83. « Pollution de l'air : l'astreinte qui valait 30 millions », note sous CE, 17 oct. 2022, *Assoc. Les amis de la Terre France et a.*, n° 428409, *JCP A*, n° 49, 12 déc. 2022, 2339, p. 20-24.

84. « Anticiper par voie de circulaire une norme environnementale, c'est possible ! », note sous CE, 16 mai 2022, *Féd. nationale de vente et services automatiques*, n° 445265, *RJE*, n° 3, 2022, p. 657-663.

85. « Obligations des communes en matière de raccordement au réseau public d'eau potable : dire, c'est faire ! », note sous CE, 26 janv. 2021, n° 431494, *AJDA*, n° 17, 2021, p. 981-984.

86. « En quête de l'article L. 114-2 du code de la sécurité intérieure », note sous CE, avis, 10 juin 2020, n° 435379, *AJDA*, n° 41, 2020, p. 2387-2391.

87. « *Xylella fastidiosa* : que l'olivier ne meure ! », note sous TA Bastia, 4 juil. 2019, *Synd. interprofessionnel des oléiculteurs de Corse*, n° 1700574, *AJDA*, n° 3, 2020, p. 176-181.

88. « Limitation de la vaisselle jetable : le Conseil d'État ne remet pas les couverts », note sous CE, 28 déc. 2018, *Sté Dopla et a.*, n° 404792, *AJDA*, n° 13, 2019, p. 765-770.

89. « Par-delà l'égalité : l'octroi de mer et le développement des outre-mer », note sous Cons. constit., 7 déc. 2018, *Sté Long Horn International et a.*, n° 2018-750/751 QPC, *Dr. fisc.*, n° 51-52, 20 déc. 2018, p. 52-58.

90. « Des travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques », note sous CE, 5 oct. 2018, *Sté Edilys*, n° 410590, *Gaz. Pal.*, n° 41, 27 nov. 2018, p. 25-27.

91. « De la nécessité de préserver l'obscurité de la nuit », note sous CE, 28 mars 2018, *France Nature Environnement et a.*, n° 408974, *JCP A*, n° 16, 23 avr. 2018, act. 384, p. 2-3.

92. « Le juge des référés et les delphinariums : il faut sauver Willy ! », note sous CE, ord., 1er août 2017, *Sté Marineland et a.*, n° 412211, *AJDA*, n° 37, 2017, p. 2152-2155.

93. « Principe de personnalité des peines et solidarité fiscale des époux : pour le meilleur et pour le pire », note sous CE, 5 oct. 2016, n° 380432, *Dr. fisc.*, n° 50, 15 déc. 2016, p. 59-61.

94. « Le régime public des trusts et la vie privée des contribuables », note sous Cons. constit., 21 oct. 2016, *Mme Helen S.*, n° 2016-591 QPC, *Dr. fisc.*, n° 48, 1er déc. 2016, p. 3-4.

95. « Droit moral de l'architecte et ouvrage public : quand la conciliation des compétences juridictionnelles s'impose », note sous TC, 5 sept. 2016, *Jean Nouvel c. Assoc. Philharmonie de Paris*, n° 4069, *JCP G*, n° 43-44, 24 oct. 2016, 1146, p. 1975-1977.

96. « Précisions sur le déclassement d'un site classé », note sous CE, 16 oct. 2015, *M. A. B.*, n° 373850, *RJE,* n° 2, 2016, p. 389-394.

97. « Droit à l'hébergement d'urgence, environnement et référé-liberté », note sous CE, ord., 23 nov. 2015, *Min. Int. et Cne de Calais,* n° 394540, 394568, *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 3, mars 2016, p. 41-46.

98. « De la non exhaustivité de la notice explicative en matière d'enquête publique », note sous CE, 27 févr. 2015, *Synd. mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL)*, n° 382625, *RJE,* n° 3, 2015, p. 531-536.

99. « De la relativité de l'obligation de joindre l'étude d'impact au dossier de demande de permis de construire », note sous CE, 25 févr. 2015, *Cté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines*, n° 367335, *RJE,* n° 3, 2015, p. 337-542.

100. « Le schéma régional d'aménagement, un instrument privilégié de développement durable dans l'outre-mer », note sous CE, 5 mars 2014, *Cne de La Possession*, n° 363871, *RJE*, n° 1, 2015, p. 129-135.

101. « De l'existence autochtone à la propriété : *agere sequitur esse* », note sous Cour suprême du Canada, 26 juin 2014, *Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique*, 2014 CSC 44, *RJE*, n° 4, 2014, p. 718-731.

102. « Le contenu de l'évaluation des incidences dans les zones Natura 2000 précisé », note sous CE, 13 déc. 2013, *Min. écologie, du développement durable, des transports et du logement*, n° 349541, *RJE*, n° 2, 2014, p. 331-340.

103. « Les réponses hésitantes du Conseil constitutionnel sur l'interdiction du recours à la fracturation hydraulique », note sous Cons. constit., 11 oct. 2013, *Sté Schuepbach Energy LLC*, n° 2013-346 QPC, *RJE*, n° 1, 2014, p. 91-106.

104. « Le « risque requin » devant le juge des référés », note sous CE, ord., 13 août 2013, *Min. int. c. Cne de Saint-Leu*, n° 370902*, RJOI,* n° 18, 2014, p. 117-126.

6.- CHRONIQUES

105. Chronique « Politiques publiques internes de l'Union » de la *Revue du droit de l'Union européenne*, responsabilité de parties :

a. Partie « Environnement » :

2016-2019, *RDUE*, n° 2-3, 2020, p. 15-35.

2019-2021, *RDUE*, 2022, à paraître

b. Partie « Industrie » :

2016-2019, *RDUE*, n° 2-3, 2020, p. 10-13.

2019-2021, *RDUE*, 2022, à paraître.

106. Chronique « Droit privé et économique de l'environnement » de la *Revue juridique de l'environnement*, participations :

- Loi « industrie verte », *RJE*, n° 2, 2024, p. 419-421.

107. Chronique « Jurisprudence administrative française de l'océan Indien » de la *Revue juridique de l'océan indien*, participations :

- « Affaire des paillotes de l'Hermitage, épilogue sur fond de domanialité publique », note sous TA de La Réunion, 31 oct. 2018, n° 1800629, n° 1800630, n° 1800631, n° 1800632, n° 1800633 et TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL Réunion plage*, n° 1800392 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SAS Côtes Ouest*, n° 1800481 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SAS Côtes Ouest*, n° 1800612 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. M. C*, n° 1800613 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. M. E*, n° 1800614 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL L'Hacienda*, n° 1800615 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL La Mama*, n° 1800616 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL Réunion Plage*, n° 1800617, *RJOI*, n° 26, 2019, p. 496-501.
- « Le statut juridique des mesures provisoires d'encadrement du « risque requin » par le prisme de la jurisprudence », note sous TA Saint-Denis de La Réunion, 27 sept. 2012, *Assoc. Sea Shepherd France et a.*, n° 1200779 et 1200800 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 7 juin 2013, *Assoc. pour la protection des animaux sauvages et du patrimoine naturel et a.*, n° 1300707 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 23 août 2012, *Assoc. Sea Shepherd France et a.*, n° 1200748 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 18 avr. 2013, *M. X*, n° 1101090 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 18 avr. 2013, *M. X*, n° 1101196 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 18 avr. 2013, *M. X*, n° 1200016 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 19 juil. 2013, *Cne de Saint-Leu*, n° 1300885 ; CE, ord., 13 août 2013, *Min. int. c. Cne de Saint-Leu*, n° 370902 ; CE, 30 déc. 2013, n° 369628, *RJOI*, n° s., 2014, p. 162-169.
- Note sous TA Saint-Denis de La Réunion, 18 oct. 2012*, Sté X*, n° 1200855, *RJOI*, n° 17, 2013, p. 237-242

7.- POINTS DE VUE

108. « Restauration de la nature : nouvelles obligations en vue ! », *JCP A*, n° 29, 22 juil. 2024, p. 2-3.

109. « Les pouvoirs publics face à la sécheresse : la guerre de l'eau aura-t-elle lieu ? », *JCP A*, n° 25, 26 juin 2023, 405, p. 2-3.

110. « Crise sanitaire, crise du droit de l'environnement ? », *JCP A*, n° 20, 27 juil. 2020, act. 454, p. 4-5.

111. « Le défi plastique », *Recueil Dalloz*, n° 33, 27 sept. 2018, p. 1815-1816.

112. « De la nécessité d'adapter le droit à la réalité outre-mer : l'exemple du système d'alerte cyclonique à La Réunion », *Bulletin de la Société Française pour le Droit de l'Environnement – Section Caraïbes*, n° 8, août 2018, p. 2-3.

8.- RECENSIONS

113. « C. REGOURD, Ch. RIMBAULT et M. VERPEAUX, Institutions et droit de l'environnement, Collection « Découverte de la vie publique », La Documentation française, 2023 », *RJE*, n° 3, 2023, p. 741-742.

114. « J. GUDEFIN, Le statut juridique de l'eau à l'épreuve des exigences environnementales, thèse en droit,

Université Lyon III (Jean Moulin), 2013, 750 p. », *RJE*, n° 1, 2014, p. 196.

9.- AUTRES PRODUCTIONS

115. Rapport, « L'intelligibilité du droit dans les Terres australes et antarctiques françaises », Ministère de l'outre-mer/Terres australes et antarctiques françaises, déc. 2022 [en ligne : https://taaf.fr/actualite/rapport-sur-lintelligibilite-du-droit-dans-les-terres-australes-et-antarctiques-francaises/ (extrait)].

116. Rapport, « L'évaluation environnementale des PLU », *Les Fiches du Gridauh – L'écriture des Plans locaux d'urbanisme*, déc. 2021 [en ligne : https://www.gridauh.fr/] (initialement rédigée par Y. JÉGOUZO).

117. Rapport, « Le cadre juridique des plantes exotiques envahissantes dans la zone océan Indien. Approches nationales et perspectives d'une approche régionale », projet EpiBio-OI, 2017 [non publié].

118. Rapport, « La gestion des espèces exotiques envahissantes dans la zone océan Indien. Analyse comparative du cadre juridique La Réunion (France) – Madagascar », projet e-PRPV, 2015 [non publié] (avec Z. A. F. ANDRIAMAMPIANINA).

119. Rapport, « Le dispositif d'accès et de partage des avantages dans la zone océan Indien. Analyse comparative du cadre juridique La Réunion (France) – Madagascar », projet e-PRPV, 2015 [non publié] (avec Z. A. F. ANDRIAMAMPIANINA).

V.- ACTIVITÉS D'EXPERTISE ET PARTICIPATION À DES PROJETS DE RECHERCHE

2024 Audition pour la Commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, par Mme Marietta Karamanli et Mme Pascale Boyer, députés, à propos de « La décarbonation des transports au sein de l'Union européenne » (27 mai 2024)

2023 Projet sur les Orientations d'aménagement et de programmation des Plans locaux d'urbanisme, GRIDAUH : contribution portant sur plusieurs PLU de la région Occitanie.

2022 Ministère de l'outre-mer-Terres australes et antarctiques françaises : étude sur l'intelligibilité du droit dans les Terres australes et antarctiques françaises.

2022 Association des Commissaires Enquêteurs de Midi-Pyrénées, journée de formation sur « L'Aménagement du territoire et l'articulation des documents de planification : le SRADDET » (19 oct. 2022), participation à la table-ronde relative aux documents de planification.

2017 Projet OMERAD (L'adaptation au changement climatique outre-mer : approche intégrée du territoire à La Réunion), Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, coord. A.-S. TABAU : étude sur le statut de la démocratie locale en matière d'adaptation au changement climatique.

2017 Projet EpiBio-OI (« Épidémiosurveillance et Biocontrôle dans la zone de l'Océan Indien »), Univ. La Réunion : étude des règlementations liées aux plantes exotiques envahissantes dans la zone océan Indien ; participation à l'Atelier régional de biosécurité sur les plantes invasives (27-29 sept. 2017, La Réunion) ; élaboration d'une *Charte de bonnes conduites sur les plantes exotiques envahissantes dans la zone océan Indien.*

2015 Projet FEDER-POCT « Biodiversité » (« Programme Opérationnel de Coopération Territoriale »), Univ. La Réunion : étude des règlementations liées aux espèces exotiques envahissantes dans la zone océan Indien ; participation au séminaire international « Surveillance et Biosécurité dans la Zone Océan Indien » (Afrique du Sud, Comores, France (La Réunion-Mayotte), Madagascar, Maurice (et Rodrigues), Seychelles).

2015 Projet e-PRPV (« Élargissement et Pérennisation du Réseau de Protection des Végétaux »), CIRAD, coord. B. RAYNAUD : étude de droit comparé relative à la lutte biologique à partir du cas de l'aleurode du cocotier (*aleurotrachelus atratus Hempel*) en droits français, malgache et comorien ; mission à Madagascar (févr. 2015) ; participation au séminaire e-PRPV (Comores, France (La Réunion), Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles) (mai 2015, La Réunion).

2015 Projet GERMINATION (« *Genetic Resources Management in Actions Towards an Indian Ocean Network* »), CIRAD, coord. M. ROUX-CUVELIER : contribution à l'élaboration du *Guide de bonnes pratiques sur*

l'accès facilité aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages tirés de leur utilisation pour la recherche du réseau GERMINATION (Comores, France (La Réunion), Madagascar, Maurice, Rodrigues, Seychelles, Tanzanie (Zanzibar)).

VI.- VULGARISATION DE LA RECHERCHE

2024 Rédaction d'un chapitre sur le volet règlementaire de la pollution plastique, *in Pollutions plastiques : quels impacts pour la biodiversité ?*, X. COUSIN *et al*. (dir.), Quae, 2024, à paraître (avec F. GALGANI).

08/04/24 Participation à la visioconférence « Érosion du littoral : Pouvons-nous agir ? », Webinaire citoyen, Université de Bordeaux [en ligne]

28/09/20 Participation à la table-ronde « Eau, Mers et Océans », 10e Festival International du Film d'Environnement – FReDD, Thème : « Urgence », Toulouse

24/09/19 « Présentation des opportunités réglementaires liées à la gestion des déchets », communication lors du Club de l'innovation d'Aerospace Valley, Thème : « Innover avec les technologies spatiales pour une meilleure gestion des déchets », Toulouse

31/08/13 « Protection de l'environnement : quels enjeux pour les Réunionnais ? », communication lors du 3e Festival International du Film des Droits de l'Homme de La Réunion, Thème : « Droits de l'Homme et Environnement », La Réunion

VII.- FONCTIONS ADMINISTRATIVES

2023 - … **Responsable pédagogique de la Licence Parcours Accès Spécifique Santé – mineure Droit (Formation Ouverte et à Distance),** Univ. Toulouse Capitole

2024 **Membre de deux Comités de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public,** Univ. Nîmes et Univ. Reims Champagne-Ardenne

2020 - 2024 **Responsable du pôle « Droit administratif », Examen d'accès au CRFPA, IEJ,** Univ. Toulouse Capitole

2021 **Membre d'un Comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public,** Univ. Toulouse 1 Capitole

2021 – 2023 **Membre de la Commission Parcoursup,** Univ. Toulouse 1 Capitole

2019 – 2021 **Secrétaire de la Conférence d'agrégation,** Univ. Toulouse 1 Capitole

2016 – 2017 **Membre du Comité de Pilotage de l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien**, Univ. La Réunion

2015 – 2017 **Élu au Conseil de centre du Centre de Recherche Juridique (EA 14)**, Univ. La Réunion

2014 – 2016 **Élu au Conseil de Faculté de la Faculté de Droit et d'Économie**, Univ. La Réunion, Suppléant

VIII.- AUTRES

A.- RESPONSABILITÉS ÉDITORIALES

2021 – … **Responsable de chronique**, *Revue juridique de l'océan indien*, Chronique « Jurisprudence administrative française de l'océan Indien »

2020 – … **Membre du Comité de lecture,** *Revue Droit et Ville*

2019 – … **Responsable de sous-chroniques**, *Revue du droit de l'Union européenne*, Chronique « Politiques publiques internes de l'Union », partie « Industrie » et partie « Environnement »

2018 – … **Évaluateur d'articles**, *Revue juridique de l'environnement*

2018 – 2022 **Responsable de rubrique**, *Revue juridique de l'environnement*, Rubrique « Mise en perspective »

2014 – 2017 **Membre de l'équipe de traduction français-anglais**, *Revue Juridique de l'Environnement*

B.- CONCOURS

2021 – 2022 Sous-admissible au Concours d'agrégation en droit public

2019 – 2020 Sous-admissible au Concours d'agrégation en droit public

C.- VIE ASSOCIATIVE

2023 – … Expert au sein du Groupe Outre-mer du Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

2013 – … Membre de la Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE)

- **2021 – 2024** Président de la Section Midi-Pyrénées de la SFDE
- **2017 – 2018** Référent « La Réunion » de la Section Caraïbes de la SFDE

2020 – … Membre du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE)

2020 – … Membre de l'Association des Juristes en Droit des Outre-Mer (AJDOM)

D.- AUTRES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

2019 – … **Participation à des comités de suivi de thèse,** Univ. Toulouse Capitole, Univ. Strasbourg et Univ. Bretagne Occidentale

2018 – … **Direction de mémoires/encadrement de stages,** Univ. Toulouse Capitole

2018 – … **Évaluation de mémoires dans le cadre du Prix du meilleur mémoire en droit de l'environnement de la SFDE**

2013 – 2018 **Encadrement d'équipes** lors des 2e (2013), 3e (2014), 4e (2015), 5e (2016), 6e (2017) et 7e (2018) éditions du concours de plaidoirie « La diagonale des juristes », Univ. La Réunion

E.- LANGUES

Français	Langue maternelle	**Créole réunionnais**	Langue maternelle
Anglais	Lu, parlé, écrit	**Espagnol**	Lu